# Hugo Micheron : « Les djihadistes ont déjà pensé à l'après-Daech »

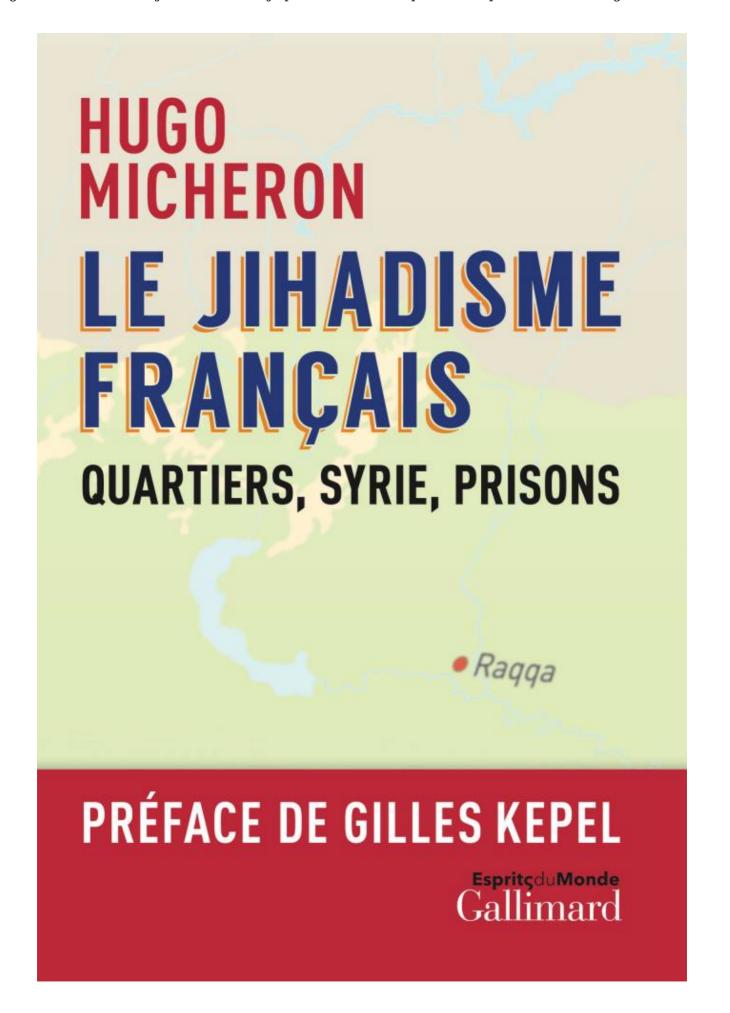
VIDÉO. Dans « Le Djihadisme français », livre qui fera date, le chercheur analyse l'essor d'« enclaves » islamistes qui ont alimenté le terrorisme.

Par Mégane Chiecchi, Thomas Mahler et Clément Pétreault

Publié le 08/01/2020 à 20:30 | Le Point.fr

C'est, avec <u>Les Territoires conquis de l'islamisme</u> dirigé par Bernard Rougier, l'autre livre majeur de cette rentrée pour comprendre comment des « enclaves » islamistes se sont érigées en France et ont alimenté le djihadisme. Hugo Micheron, 31 ans, jeune chercheur à la chaire d'excellence Moyen-Orient Méditerranée à l'ENS, publie *Le Djihadisme français, quartiers, Syrie, prisons* (Gallimard). À partir d'un travail de terrain mené durant cinq ans et d'entretiens avec 80 terroristes incarcérés, cet arabisant réinscrit le parcours des djihadistes français dans une histoire et une géographie.

Si la dimension sociale fait partie des facteurs explicatifs, elle est loin d'être exclusive. Hugo Micheron montre de façon limpide comment le djihadisme s'est construit à partir d'écosystèmes islamistes qui - bien loin d'être de ghettos – sont travaillés par un prosélytisme religieux redoutablement efficace, et dans des allers-retours constants avec les pays du Moyen-Orient. En creux, le chercheur raconte aussi les errements de l'État français comme des experts, du fourre-tout psychologisant de la « déradicalisation » aux thèses selon lesquelles les attentats qui, entre 2012 et 2018, ont causé la mort de plus de 250 personnes en France seraient le reflet du nihilisme contemporain (Olivier Roy qui a répondu à Bernard Rougier dans nos colonnes), une réaction à notre laïcité (Farhad Khosrokhavar), voire la conséquence du soutien occidental à Israël à l'invasion en Irak (François Burgat). En s'éloignant des biais idéologiques pour privilégier le terrain, la recherche française semble aujourd'hui à un tournant. Il était grand temps, car la plupart des activistes djihadistes qu'a pu interroger Hugo Micheron derrière les barreaux recouvreront la liberté d'ici à 2022...



## Le Point : Comment expliquer que certains quartiers aient massivement été touchés par les départs en Syrie alors que d'autres ont totalement échappé à ce phénomène ?

Hugo Micheron: Il y a une géographie du djihadisme français, une géographie autonome qui ne recoupe pas la ségrégation socio-économique. Certains territoires sont massivement touchés par le phénomène, tandis que d'autres, pourtant similaires, non. Prenez l'exemple de Trappes et de Chanteloup-les-Vignes, deux villes voisines de quelques kilomètres partageant les mêmes handicaps socio-économiques. À Trappes, vous avez 80 départs vers la Syrie et l'Irak entre 2012 et 2018, alors qu'à Chanteloup il n'y a aucun départ. Autre exemple : Lunel et Marseille. À Lunel, petite ville de classes moyennes laborieuses de 25 000 habitants, on dénombre 25 départs, ce qui lui a valu en 2014 le titre d'éphémère « capitale du djihadisme français ». Si l'on appliquait les mêmes critères aux quartiers nord ultramarginalisés de Marseille, vous devriez avoir 300 départs, or il n'y en a eu aucun. Il faut donc aller chercher une explication plus loin. Dans les zones très touchées par les départs de djihadistes, il y a, en revanche, un déterminant commun : la présence d'acteurs historiques. C'est le cas à Toulouse, Roubaix ou Molenbeek, où sont installés des activistes djihadistes historiques.

### Retrouvez notre série : <u>Chanteloup-les-Vignes a-t-elle toujours « La</u> Haine » ?

Vous vous attardez sur la région de Toulouse, qui présente à la fois les caractéristiques de « l'enclave » avec la cité du Mirail et du « phalanstère » avec Artigat.

Le cas toulousain est un paradigme. On va déceler la présence d'acteurs du GIA algérien à la fin des années 1990, tel Abdelkader Chadli, mais il y a aussi des vétérans du djihad afghan des années 1980, avec Olivier Corel, « l'émir blanc » qui organise le phalanstère d'Artigat en milieu rural. Ces figures historiques vont miser sur la jeunesse des quartiers, avec notamment les frères Clain, qui deviendront quinze ans plus tard officiers de Daech et revendiqueront les attentats du 13 novembre 2015. Le djihadisme toulousain est ainsi l'une des matrices les plus importantes du djihadisme français. Les djihadistes se structurent comme des militants de terrain, ils utilisent des

techniques de militants politiques classiques. Au début des années 2000, Fabien et Jean-Michel Clain font du porte-à-porte, ils montent des associations 1901, des écoles hors contrat pour scolariser leurs enfants en dehors de l'école « mécréante » de la République et, très rapidement, ils nouent des contacts avec d'autres espaces salafistes dans le monde. L'aîné part dans une enclave salafiste au Caire alors que son cadet se rend à Moleenbek, dont il reviendra avec, dit-il, « plein d'idées », comme me l'a raconté leur sœur. Le djihadisme, c'est ainsi un territoire travaillé par des acteurs qui mettent en place une machine à prédication, qui a pour objectif d'étendre le réseau de sympathisants, de mailler et d'élargir le territoire. C'est comme cela que les frères Clain sont passés d'une dizaine d'individus au début des années 2000 à près de 300 dix ans plus tard. Et c'est dans ces 300 que l'on retrouve un certain Mohammed Merah, ainsi que la quasitotalité de ceux qui dans la région toulousaine s'en iront rejoindre la Syrie et l'Irak. Même si cet environnement salafisé est finalement très faible au regard du nombre d'habitants du Mirail, ces individus ont eu un impact majeur dans le djihadisme international.

# « Bon nombre de chercheurs ont considéré qu'il fallait éviter de confronter directement l'islamisme pour éviter de *faire le jeu de l'extrême droite.* »

Quels sont les liens entre salafisme et djihadisme?

On se rend compte que ces territoires ont été identifiés par des militants djihadistes. Comme un politique mènerait campagne en fonction de la carte électorale, ils ont choisi des zones favorables à leurs thèses. Les djihadistes ont assez peu de capacités d'action seuls, ils agissent sur des territoires où sont déjà présentes d'autres formes d'islamisme, à savoir les Frères musulmans, les tablighis et les salafistes. Les djihadistes que j'ai rencontrés en prison sont très clairs sur ce point, ils ont une cartographie en tête. L'un d'entre eux m'a confié : « Je sais que dans telles villes il y a des salafistes, dans d'autres plutôt des Frères musulmans ou des tablighis. » Les djihadistes font leur marché idéologique et savent ajuster leur discours en fonction de l'environnement religieux dans lequel ils évoluent. La dynamique djihadiste

s'ancre dans des territoires qu'ils choisissent en fonction de critères socioéconomiques mais aussi religieux, l'un ne va pas sans l'autre.

## La recherche universitaire s'est-elle trompée sur ce sujet en privilégiant la grille de lecture sociale ?

En limitant le djihadisme à la question socio-économique, on a pensé que l'on allait éviter de créer un climat anxiogène. C'est d'ailleurs totalement contre-productif : si on se contentait de facteurs d'explication socio-économiques, cela signifierait que le djihadisme est synonyme de banlieue, et ce serait injuste envers des territoires qui ne sont pas réductibles à cette situation-là. Le problème vient aussi du fait que la recherche s'est beaucoup coupée du terrain et que, sur ces questions, bon nombre de chercheurs ont considéré qu'il fallait éviter de confronter directement l'islamisme pour éviter de « faire le jeu de l'extrême droite ». Je considère que c'est précisément l'inverse! Les forces d'extrême droite n'ont pas eu besoin de la recherche universitaire pour alimenter leurs discours. Seule l'objectivation de ces phénomènes est capable d'arrêter la machine à fantasmes, car, en produisant des diagnostics, nous produirons aussi des solutions.

## Jusqu'en 2017, Bernard Squarcini, l'ancien patron de la DGSI, défendait l'idée d'un « loup solitaire » pour désigner les attentats de Mohammed Merah...

L'année 2012 marque un tournant en matière de djihadisme français au travers de deux événements que l'on analyse souvent comme disjoints alors qu'ils sont liés. Le premier, ce sont les attentats de Mohammed Merah à Toulouse et à Montauban, qui passe à l'acte avec des méthodes importées du Moyen-Orient. Il fait de la France une terre de djihad. Second événement : on décèle les premiers départs pour la Syrie, qui se produisent justement dans ces mêmes milieux salafo-djihadistes. Pourquoi est-ce important de relier ces deux événements ? Car il y a dans les deux une logique d'affirmation du djihad en Occident, avec une projection du djihadisme hexagonal vers la Syrie pour mieux revenir après. Mais une partie de la haute hiérarchie policière s'est trompée. Mohammed Merah a été réduit à un loup solitaire, alors qu'il est au contraire membre d'une meute de loups solidaires. Il est l'aboutissement de dynamiques territoriales qui se sont déroulées en dix ans dans la cité des Izards, sous l'influence des frères Clain et de Sabri

Essid. Alors que Merah aurait dû être le point de départ d'une prise de conscience sur le djihadisme, on l'a réduit à l'acte d'un « tueur à scooter ». Le sens des départs en Syrie a lui aussi échappé aux services de renseignements. On a pensé que ces activistes prosélytes dangereux partaient là-bas pour se faire tuer, et on n'a pas cherché à les retenir, se disant que ça allait régler le problème. La réalité, c'est qu'ils sont partis pour y construire ce qu'ils appelaient dès 2012 un « État islamique » et ainsi mieux recruter en France depuis la Syrie. Prenez encore une fois l'exemple des frères Clain : l'aîné part en premier en 2012 et le second fait le rabattage pour attirer un maximum de candidats au départ en Syrie. La dégradation de la situation syrienne a permis à des volontaires de plus en plus nombreux d'accomplir l'exode hors de la terre de « mécréance » qu'est la France, tout en poursuivant le combat sacré du « Châm ». Dans la continuité, ils s'affaireront, par une sorte d'effet boomerang, à ravager leur nation d'origine.

# « Des djihadistes soupçonnés des pires exactions devaient caresser un furet apprivoisé en vue de renouer physiquement avec l'altérité. »

Des experts ont aussi expliqué le djihadisme par le nihilisme contemporain ou l'auto-embrigadement. D'où vient cette habitude de favoriser l'analyse psychologique par rapport à l'analyse territoriale ou idéologique ?

Sous l'effet de la sidération face aux attentats, le débat public a eu tendance à considérer que les causes psycho-pathologiques l'emportaient sur le reste. C'est ainsi que s'est développée l'idée d'autoradicalisation, produit d'une analyse étriquée qui fait l'impasse sur le militantisme militant et religieux à l'œuvre dans certaines enclaves. On s'est privé de l'analyse du djihadisme comme étant un phénomène collectif. L'administration française a voulu se rassurer en posant des grilles d'analyse psychologique pour comprendre un phénomène qui lui échappait. Cela a débouché sur des ateliers dits « d'intermédiation animale », dans lesquels des djihadistes soupçonnés des pires exactions devaient caresser un furet apprivoisé en vue de renouer

« physiquement » avec l'altérité... 2016 a ainsi marqué un sommet d'absurdité. Il a fallu des dérapages violents, comme la création d'une « katiba » (une milice) qui a bousculé l'ordre carcéral à Fleury-Mérogis pour que l'administration pénitentiaire prenne conscience du problème. La tentative d'attentat en prison de Bilal Taghi, qui était censé être en voie de déradicalisation, marque un tournant. Un mois après, le garde des Sceaux Jean-Jacques Urvoas annonçait un changement de méthode et la fin des « unités dédiées ».

#### Lire aussi EXCLUSIF. Le document choc sur l'État face à l'islamisme

### Vous décrivez d'ailleurs des prisons de plus en plus soumises aux normes salafistes...

La prison est censée être le lieu sur lequel l'État a le plus grand contrôle. Nous avons été victimes des héritiers de Michel Foucault, qui ont hissé ses théories au rang de dogmes indépassables sur la prison, à savoir que celle-ci serait une forteresse coupée de tout, et au sein de laquelle le pouvoir de l'État est total sur des détenus réduits au rang de numéro. Alors que la prison est un monde semi-ouvert - et c'est encore plus vrai aujourd'hui à l'heure des smartphones – où les dynamiques de la société se prolongent. La diffusion du salafisme en prison depuis vingt ans est désormais bien documentée. Elle est la conséquence de plusieurs transformations, notamment dans les grandes détentions d'Île-de-France. Il y a l'affirmation d'un public que tout le monde, y compris lui-même, désigne comme « les jeunes de cité ». Aujourd'hui, ils représentent parfois jusqu'à 80 % des effectifs. Par ailleurs, l'islam est devenu la première religion derrière les barreaux, composant entre 40 et 60 % de la population carcérale. Quand on connaît la prison, on sait que les équilibres peuvent changer avec l'incarcération de quelques individus. Des groupes historiques de détenus, par exemple les Corses, ont ainsi perdu le pouvoir à Fleury-Mérogis en 2016. Les individus qui suivent des régimes alimentaires prohibés en islam seraient désormais moins d'une centaine par prison en Île-de-France. Ces évolutions sont parfaitement identifiées par les djihadistes enfermés aux côtés d'un public qu'ils cherchent à convaincre. Si bien qu'il y a à l'heure actuelle 1 200 détenus de droit commun qui sont considérés comme étant radicalisés. C'est un phénomène qui a pris une ampleur considérable. L'incarcération d'un djihadiste n'est pas neutre, c'est même très compliqué,

car l'univers carcéral permet l'épanouissement au quotidien de cette idéologie. Mais il ne faut pas accabler la pénitentiaire, parce que cette administration se retrouve en bout de course avec des individus que la société et les autres administrations n'ont pas su gérer. La pénitentiaire n'a pas moins bien compris les djihadistes que l'ensemble de la société française...

#### Comment peut-on lutter contre ces « enclaves » salafo-djihadistes ?

Il y a une asymétrie historique : jusqu'à très récemment, les djihadistes nous connaissaient mieux que nous ne les connaissions, pour une bonne raison : ils sont français ou belges, passés par l'école de la République pour les premiers. Les entretiens que j'ai eus avec les idéologues montrent qu'ils sont très à l'aise pour analyser notre société. Nous, en revanche, n'avions pas toujours la capacité à comprendre le monde djihadiste. C'est ce que j'ai essayé de faire à ma modeste mesure. Mais, pour cela, il faut être arabisant, je pense, et bien sûr réussir à les approcher. Je crois qu'il y a aujourd'hui une prise de conscience. Finalement, l'extrême violence de Daech a braqué les feux des projecteurs sur ce phénomène et, pour la première fois depuis le début du djihadisme à l'aube des années 1980, on rattrape notre retard. Sans prêcher pour ma paroisse, la recherche a un rôle fondamental à jouer dans cette production de connaissances. Pour cela, il fallait repartir sur le terrain, et sortir du cadre strictement français. Ce phénomène djihadiste ne concerne pas que la République laïque, mais aussi par exemple la Grande-Bretagne qui a un contrat social très différent du nôtre. Notre modèle républicain, obsédé par le vivre-ensemble, s'oppose directement au modèle des salafistes, qui est celui du « vivre à côté », voire du « vivre en face-à-face » avec une rupture complète avec nos valeurs française. En France, au moins, c'est frontal. Au Royaume-Uni, le mode d'organisation plus poreux au communautarisme permet aux salafistes de bien mieux s'organiser en petites enclaves, et la situation m'y semble plus inquiétante. Il faut bien avoir conscience que le salafo-djihadisme s'est diffusé de la même façon au Sri Lanka, où ont eu lieu des attentats en série pendant la messe de Pâques, qu'à Molenbeek, à Londres ou à Minneapolis. C'est un modèle universel.

#### Lire aussi <u>Les territoires conquis de l'islamisme</u>

## À la fin du livre, vous évoquez vos entretiens avec des théoriciens qui sont déjà passés à l'après-Daech. Quels sont leurs projets ?

Les djihadistes, pour la plupart, ont totalement entériné l'échec de Daech. En juillet 2016, un détenu m'avait confié : « On a perdu. » Cela m'avait frappé parce que Mossoul ou Ragga n'étaient pas encore tombées. Depuis, on voit s'affirmer en prison une frange minoritaire mais active d'idéologues qui, sur la base de cet échec, essayent de penser l'après-Daech. Pour eux, la défaite de l'État islamique est celle d'un groupe, et nullement celle de l'utopie salafo-djihadiste. Ils empruntent des catégories coraniques utilisées dans les années 1960 par les frères Qotb, idéologues de référence des Frères musulmans radicalisés, qu'ils réinterprètent dans un cadre français. Ils expliquent ainsi qu'il y a deux phases de l'action djihadiste. La première correspond à la période dite « mecquoise », celle d'une lutte idéologique, alors que la seconde, la période « médinoise », est celle de l'affrontement généralisé. La faillite de Daech serait ainsi due à une mauvaise appréciation du rapport de force. Plutôt qu'une guerre civile qu'a essayé de projeter Daech trop tôt en Europe, il vaut mieux rester en phase « mecquoise » et consolider idéologiquement le « camp du désaveu » au cœur de la société « ennemie » française. Cela passe pour eux par l'éducation, avec l'essor d'écoles hors contrat musulmanes, mais aussi par le fait de passer sous le radar. On aurait ainsi tort de réduire le djihadisme aux seuls attentats...

# « Ces militants veulent salafiser l'islam, et djihadiser le salafisme. »

Après l'attentat de Mickaël Harpon à la préfecture de Paris, la récente attaque au couteau à Villejuif par un assaillant ayant des problèmes psychiatriques fait une nouvelle fois débat : faut-il privilégier les profils psychologiques de ces individus ou leur radicalisation religieuse ?

La dimension psychologique joue évidemment, et il faut l'intégrer dans l'analyse. Mais on ne peut pas réduire ces individus à cela. Pourquoi prennent-ils un couteau pour tuer des gens ou des collègues et ne se jettent-ils pas par la fenêtre ou n'optent-ils pas pour un délire mystique ? Je distingue cependant les deux cas. Avec Mickaël Harpon, on a affaire à un converti qui a fait des déclarations précises sur *Charlie Hebdo*, condamnant

le fait de dessiner le prophète. Il évoluait à Garges-lès-Gonesse, dans un milieu salafo-frériste revendiqué. Et il a stocké des données sur des clés USB. Au moment de son passage à l'acte, en s'en prenant à des policiers au cœur de la préfecture de Paris, il ne pouvait pas ignorer ce qu'il faisait. Cela correspondait à un schéma des idéologues djihadistes expliquant qu'il fallait infiltrer l'État français. Pour l'attaque au couteau de Villejuif, il est trop tôt pour se prononcer, mais il y a des éléments religieux accompagnant le profil psychologique pathologique. Les limites entre croyance et psychiatrie sont d'ailleurs très légères. Avec les départs en Syrie, des individus pourtant très sereins étaient convaincus que la fin des temps allait survenir et qu'ils incarnaient l'avant-garde de l'islam. Cette dimension eschatologique a été au cœur de la propagande de Daech. Le salafo-djihadisme ne se réduit ainsi pas à l'expression d'un puritanisme individuel, mais est porteur d'une espérance universelle : le retour à l'âge d'or des premiers temps de l'islam. En étudiant les autres mouvements millénaristes, on voit qu'à travers l'histoire les adeptes ont cherché à se regrouper pour former des communautés d'élus. On retrouve le phénomène avec les « royaumes de Dieu sur terre » que prétendaient fonder d'innombrables communautés évangélistes des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles en Amérique du Nord. Ces petites communautés rappellent Artigat.

## « L'erreur reviendrait à confondre l'idéologie salafiste avec l'islam, piège que tendent ces militants depuis deux décennies », écrivez-vous en conclusion...

Ces militants veulent salafiser l'islam et djihadiser le salafisme. Il faut bien comprendre que l'ennemi premier de tout salafiste ou djihadiste, c'est le musulman qui ne se reconnaît pas dans leurs thèses sécessionnistes. Ces musulmans intégrés sont ultramajoritaires en France et la dynamique va globalement vers une assimilation des musulmans français. Mais il y a aussi des forces centrifuges à l'œuvre. Un djihadiste m'a confié : « J'ai plus de sympathie pour un Blanc catholique aux yeux bleus qui vote FN que pour une Arabe de gauche. » Sa justification : « Ahl el-kitab avant lesmurtaddin. » Littéralement : les « gens du livre » avant les « apostats ». Les premiers, en tant que chrétiens, feraient partie d'une catégorie de seconde zone sous un pouvoir musulman, tandis que les seconds sont frappés d'anathème pour apostasie et condamnés à mort. On voit bien qu'il y a deux étapes dans la guerre idéologique que les djihadistes entendent

mener. D'une part, une lutte contre les musulmans qui sont à l'aise avec leur citoyenneté française et ne réduisent pas leur religion à une opposition avec les « mécréants ». C'est pour cela que les mariages mixtes représentent à leurs yeux le mal absolu, et que le vote est le premier acte de la mécréance. La deuxième étape, c'est une guerre contre la société française. Les dynamiques ailleurs en Europe, au Moyen-Orient ou en Afrique doivent nous faire prendre conscience du sérieux de la menace. Mais force est de constater que le tissu français a été plus résistant que ne le pensaient les idéologues de Daech. Il faut ainsi comprendre ce phénomène djihadiste sans angélisation, mais sans hystérisation non plus.

« Le Djihadisme français. Quartiers, Syrie, prisons », d'Hugo Micheron. Préface de Gilles Kepel (Gallimard, 405 p, 22 euros).